

Le 11 décembre 2017

Perspectives financières et économiques du BRF
Automne 2017

Déclaration aux médias

Bonjour,

Je m'appelle David Wake, directeur de la responsabilité financière intérimaire de l'Ontario.

Le Bureau de la responsabilité financière (BRF) a publié aujourd'hui une mise à jour de son rapport *Perspectives financières et économiques*, qui établit des prévisions sur la situation économique et financière de la province pour les quatre prochaines années.

Le rapport comprend les données économiques récentes ainsi que les données financières révisées du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2017*.

Soulignons que les projections financières du BRF sont basées sur la méthode comptable recommandée par le Bureau de la vérificatrice générale pour le Plan pour des frais d'électricité équitables et l'actif net des régimes de retraite conjoints.

Le gouvernement, de son côté, a décidé de ne pas adopter la méthode comptable recommandée par la vérificatrice générale pour le Plan pour des frais d'électricité équitables et l'actif net des régimes de retraite, ce qui se traduit par un écart de plus en plus

grand entre les projections financières du BRF et celles de la province.

La divergence de points de vue entre la vérificatrice générale et le gouvernement a eu pour effet d'accentuer l'incertitude et de réduire la transparence et la fiabilité du plan budgétaire de la province, tant pour les députés que pour la population.

Je vais maintenant demander à David West, économiste en chef du BRF, de présenter les principaux résultats des *Perspectives financières et économiques* du BRF.

Merci, Monsieur le Commissaire.

Commençons par examiner les prévisions économiques du Bureau, puisqu'elles sous-tendent les projections financières.

Le BRF prévoit la poursuite d'une croissance économique stable pour la province. C'est ainsi qu'en 2017, l'Ontario enregistrera sa quatrième année consécutive de solide croissance. Au cours des quatre années à venir, la croissance économique devrait fléchir quelque peu, conséquence d'un léger recul des dépenses des ménages et des investissements résidentiels.

La forte croissance économique devrait faire augmenter les recettes pour l'exercice en cours. Malgré tout, le BRF prévoit un déficit budgétaire de 4 G\$ pour 2017-2018 en se basant sur la méthode comptable recommandée par le Bureau de la vérificatrice générale pour le Plan pour des

frais d'électricité équitables et l'actif net des régimes de retraite.

Pour les quatre prochaines années, le BRF s'attend à une aggravation constante du déficit causée par la perte de revenus temporaires, le ralentissement de la croissance des revenus fiscaux et l'incidence financière grandissante du Plan pour des frais d'électricité équitables. En supposant aucun changement de politique budgétaire, le BRF s'attend à un déficit de 9,8 G\$ d'ici l'exercice 2021.

Les prévisions du BRF sont donc passablement plus pessimistes qu'au printemps, principalement en raison de l'instauration du Plan pour des frais d'électricité équitables, qui aggravera le déficit de 3,2 G\$ d'ici 2021.

À titre comparatif, sur la base de la méthode comptable du gouvernement, qui ne tient pas pleinement compte de l'incidence du Plan pour des frais d'électricité équitables, le BRF prévoit un léger excédent pour l'exercice en cours. Cela dit, même sur la base du cadre comptable du gouvernement, le BRF prévoit que la perte de revenus temporaires et le ralentissement de la croissance des revenus fiscaux entraîneront dès l'an prochain un retour au déficit, qui devrait s'élever à près de 4 G\$ d'ici l'exercice 2021.

Les déficits budgétaires importants et croissants prévus par le BRF entraîneront une augmentation de la dette et du fardeau qu'elle représente pour la province.

Au cours des quatre prochaines années, si aucune modification n'est apportée à la politique budgétaire, le BRF prévoit que la dette nette de l'Ontario augmentera de

75 G\$ pour atteindre plus de 400 G\$, portant le ratio de la dette nette au PIB de la province à plus de 41 % d'ici 2021.

Les gouvernements successifs de l'Ontario auront donc des choix difficiles à faire en matière de politiques.

En effet, comme nous l'avons souligné dans nos rapports précédents, le gouvernement ne pourra maintenir l'équilibre budgétaire et réduire le fardeau de la dette de l'Ontario sans prendre de nouvelles mesures pour accroître les revenus ou réduire les dépenses.

Toutefois, augmenter les taux d'imposition pourrait freiner la croissance économique, et restreindre les dépenses de programmes pourrait nuire aux services publics. Les choix futurs en matière de politiques devront être pragmatiques et tenir compte de ce dilemme.

Merci.

Nous répondrons avec plaisir à vos questions.

-- Sous réserve de modifications --